

Demandes de satisfaction équitable¹

I. Introduction

1. Octroyer aux requérants des sommes à titre de satisfaction équitable ne fait pas partie des tâches principales de la Cour mais est accessoire à sa fonction au regard de l'article 19 de la Convention consistant à veiller au respect par les États de leurs obligations résultant de la Convention.

2. Lorsqu'elle accorde une indemnité pour dommage au titre de l'article 41, la Cour tend à indemniser le requérant des conséquences préjudiciables réelles d'une violation. Aucune indemnité ne peut être allouée pour un dommage provoqué par des événements ou des situations dont la Cour n'estime pas qu'ils emportent violation de la Convention, ni pour un dommage se rapportant à des griefs déclarés irrecevables à un stade antérieur de la procédure. Jusqu'ici, la Cour n'a donc pas jugé bon d'accueillir des demandes de dommages-intérêts catalogués comme « punitifs », « aggravés » ou « exemplaires ».

3. En outre, le libellé de l'article 41 de la Convention laisse à la Cour un pouvoir d'appréciation pour statuer sur la question de la satisfaction équitable. Il précise clairement qu'elle ne peut accorder une somme que si le droit interne de la Haute Partie contractante en question ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation et, même en pareil cas, que « s'il y a lieu » (« *if necessary* » dans le texte anglais). De plus, la Cour n'accorde que la satisfaction qu'elle juge « équitable » (« *just* » dans le texte anglais), c'est-à-dire celle qui lui paraît appropriée en la circonstance. Par conséquent, lorsqu'elle examine le dossier avant de décider du montant à accorder le cas échéant, elle tient compte des particularités et du contexte de chaque affaire ; à ce titre, la nature et les conséquences de la ou des violations constatées, la propre pratique de la Cour dans des affaires similaires, ainsi que les différentes situations économiques des États défendeurs jouent un rôle important.

4. La Cour peut également déceler des motifs d'équité pour octroyer une somme inférieure à la valeur du dommage réellement subi ou aux frais et dépens effectivement exposés, voire pour n'accorder aucune indemnité, ou pour conclure que le constat de violation de la Convention constitue en soi une satisfaction équitable suffisante pour tel ou tel chef de préjudice allégué et qu'il n'y a pas lieu d'accorder une réparation pécuniaire. Sur ce dernier point, il est rappelé qu'en vertu de l'article 41, la Cour reste libre de décider qu'aucune indemnité ne doit être accordée, par exemple lorsqu'il existe une possibilité de réouverture de la procédure ou d'obtention d'une autre indemnité au niveau interne ; que la violation constatée est mineure ou de nature conditionnelle ; que des mesures générales constitueraient la réparation la plus appropriée ; ou que d'autres raisons l'imposent, au vu du contexte général ou particulier de la situation dénoncée. Il convient d'ajouter que la reconnaissance publique, dans un arrêt contraignant pour l'État contractant, du préjudice subi par le requérant représente en elle-même une forme adéquate de réparation.

II. Demandes au titre de la satisfaction équitable: étendue

A. Principes généraux

5. L'octroi d'une somme au titre de la satisfaction équitable sur le terrain de l'article 41 de la Convention vise à indemniser le requérant du dommage réel établi comme conséquence d'une violation ; à ce titre, la somme peut englober le dommage matériel, le dommage moral, et les frais et

1. Instruction pratique édictée par le président de la Cour au titre de l'article 32 du règlement le 28 mars 2007 et mise à jour le 9 juin 2022.

dépens (voir ci-dessous). Selon les circonstances particulières de l'espèce, la Cour peut juger approprié d'accorder une indemnité globale pour dommage matériel et dommage moral.

6. La Cour fixe le montant des indemnités en tenant compte des positions respectives du requérant en tant que partie lésée par une violation et de la Partie contractante en tant que garante de l'intérêt public. A cet égard et pour autant que l'affaire dont elle est saisie présente un caractère répétitif, elle peut faire ce calcul en se référant aux montants de référence déjà accordés dans les arrêts pilotes ou les arrêts de principe correspondants, tout en prenant également en considération l'approche simplifiée et standardisée qui est suivie dans le traitement des affaires faisant suite à ces arrêts.

7. Conformément au principe *ne ultra petita*, la Cour n'accorde rien de plus que ce que le requérant réclame effectivement.

B. Dommage matériel

8. Le principe, pour ce qui est du dommage matériel, est que le requérant doit être placé, autant que faire se peut, dans la situation dans laquelle il se serait trouvé si la violation ne s'était pas produite – il s'agit, en d'autres termes, de réaliser une *restitutio in integrum*. Cela peut supposer une réparation pour la perte effectivement subie (*damnum emergens*) et la perte ou le manque à gagner auxquels il faut s'attendre pour l'avenir (*lucrum cessans*).

9. Il appartient au requérant de démontrer que la violation ou les violations alléguées ont entraîné pour lui un préjudice matériel. Un lien de causalité direct doit être établi entre le dommage et la violation constatée. Un lien simplement ténu ou hypothétique ne suffit pas. Le requérant doit produire les documents pertinents afin de prouver, dans la mesure du possible, non seulement l'existence mais aussi le montant ou la valeur du dommage. En principe, l'indemnité allouée par la Cour reflète l'intégralité du dommage calculé, sauf si elle voit des raisons d'équité justifiant un montant inférieur (voir point 4 ci-dessus). Si le dommage réel ne se prête pas à une évaluation précise ou s'il existe des écarts importants entre les sommes calculées par les parties, la Cour procède à une estimation aussi précise que possible, à partir des éléments dont elle dispose.

C. Dommage moral

10. Les indemnités que la Cour alloue pour dommage moral ont pour objet de reconnaître le fait qu'une violation d'un droit fondamental a entraîné un préjudice moral, tel que des souffrances mentales ou physiques, et elles sont chiffrées de manière à refléter approximativement la gravité de ce préjudice. Il est donc souvent raisonnable de supposer l'existence d'un lien de causalité entre la violation alléguée et le dommage moral, les requérants n'étant pas censés apporter la preuve supplémentaire de leur souffrance.

11. Il est dans la nature du dommage moral de ne pas se prêter à un calcul précis. La demande pour le dommage moral subi n'a donc pas besoin d'être quantifiée ou étayée, et le requérant peut laisser la Cour libre d'en évaluer le montant.

12. Si la Cour estime qu'il y a lieu d'accorder une indemnité pécuniaire, elle procède à une évaluation en équité en ayant égard aux règles qui se dégagent de sa jurisprudence, ce qui implique une certaine souplesse et un examen objectif de ce qui est juste, équitable et raisonnable compte tenu de l'ensemble des circonstances de l'affaire, c'est-à-dire non seulement la situation du requérant, mais aussi son éventuelle contribution à celle-ci et le contexte général dans lequel la violation a été commise.

13. Dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation, la Cour s'appuie sur sa propre pratique pertinente en matière de violations similaires pour en dégager des principes à usage interne comme point de départ nécessaire à la fixation d'une indemnité appropriée aux circonstances de chaque cas d'espèce. Parmi les facteurs qu'elle retient pour déterminer le montant de ces indemnités, il y a la

nature et la gravité de la violation constatée ainsi que sa durée et ses conséquences ; l'existence ou non de violations multiples des droits protégés ; l'octroi ou non auparavant d'une indemnité sur le plan interne ou l'adoption par l'État défendeur d'autres mesures susceptibles d'être considérées comme constituant le redressement le plus approprié ; et tout autre contexte ou élément spécifique au cas d'espèce qu'il faudrait retenir.

14. En outre, en tant qu'élément de la « satisfaction équitable », la Cour tient compte dans ses calculs de la situation économique locale des États défendeurs. Ce faisant, elle prend en considération les données macroéconomiques mises à jour et accessibles au public, par exemple celles publiées par le Fonds monétaire international (FMI). Les circonstances économiques dans les pays concernés pouvant évoluer, les montants des indemnités accordées aux parties lésées dans des circonstances similaires peuvent varier selon les différents États défendeurs et selon les périodes.

D. Frais et dépens

15. La Cour peut ordonner de rembourser au requérant les frais et dépens qu'il a nécessairement, donc inévitablement, assumés – d'abord au niveau interne puis dans la procédure conduite devant elle – pour tenter d'empêcher la violation ou d'y apporter remède. Les frais et dépens incluent d'ordinaire les frais de l'assistance d'un avocat, les frais de justice et de traduction, les frais postaux, etc. Ils peuvent également comprendre les frais de déplacement et de séjour, notamment s'ils ont été occasionnés afin d'assister à une audience devant la Cour.

16. Lorsque le requérant est représenté par une personne autre qu'un « conseil habilité à exercer », les honoraires ne peuvent être remboursés que si cette personne a préalablement obtenu l'autorisation d'assumer cette représentation (article 36 §§ 2 et 4 a) du règlement de la Cour).

17. La Cour ne peut accueillir les demandes pour frais et dépens que si elles se rapportent aux violations constatées par elle. Elle doit les écarter si elles concernent des griefs qui n'ont pas débouché sur le constat d'une violation, ou des griefs déclarés irrecevables. Cela étant, il est loisible à un requérant de ventiler ses prétentions au titre des frais et dépens entre les différents griefs qu'il soulève.

18. Les frais et dépens doivent avoir été réellement exposés, c'est-à-dire que les requérants doivent les avoir payés ou être tenus de le faire en vertu d'une obligation légale ou contractuelle. Les justificatifs indiquant que le requérant a payé ou est tenu de payer ces frais doivent être produits. Par conséquent, les heures de travail accomplies par le requérant lui-même ne sauraient être considérés comme des frais réellement exposés. Tout montant versé ou dû par les autorités internes ou le Conseil de l'Europe au titre de l'assistance judiciaire doit être déduit.

19. Les frais et dépens doivent être raisonnables quant à leur taux. Si la Cour juge excessifs ceux qui sont réclamés, elle accordera une somme qui, selon sa propre estimation, est raisonnable. Compte tenu des variations qui peuvent exister selon les pays en ce qui concerne les honoraires facturés par les avocats, elle évalue ce qui constitue une somme raisonnable en tenant compte des montants demandés et des décisions dans les affaires similaires relatives au même pays. Elle peut également prendre en considération le point de savoir si la violation constatée relève de la catégorie de la « jurisprudence bien établie ».

III. Conditions de forme

20. Les délais à respecter, les précisions à apporter, les pièces justificatives à produire et les autres conditions de forme en matière de dépôt des demandes au titre de la satisfaction équitable sont indiqués à l'article 60 du règlement de la Cour. Tout requérant désireux de déposer une demande de satisfaction équitable doit au préalable respecter les conditions de forme et de fond pertinentes fixées par la Convention et le règlement de la Cour, sans quoi aucune somme ne pourra lui être accordée à ce titre.

21. Sauf information contraire communiquée aux parties (notamment dans les affaires soulevant des questions répétitives, voir point 23 ci-dessous), la Cour précise, premièrement, que des prétentions claires et complètes doivent être présentées dans les délais fixés par le président de la chambre et indiqués aux parties dans la lettre de communication ; deuxièmement, que les demandes au titre d'un dommage matériel ou des frais et dépens doivent être étayées par des justificatifs appropriés (par exemple des rapports d'experts, des devis détaillés ou des factures), dès lors que ces pièces existent et que les parties peuvent réalistement les produire ; et, troisièmement, que si ces conditions ne sont pas satisfaites en l'absence de justification appropriée, elle n'accordera en principe aucune somme. Elle n'est pas liée par la manière dont le requérant catégorise ses demandes et elle peut estimer qu'il convient mieux, par exemple, de considérer que certaines demandes relèvent du dommage matériel et non des frais et dépens.

22. Dans certains cas exceptionnels, sous réserve de son pouvoir d'appréciation, la Cour rejettera en principe les demandes qui avaient été exposées dans le formulaire de requête mais qui ne l'ont pas été à nouveau à un certain stade de la procédure précisé par le président de la chambre, ainsi que les demandes déposées hors délai sans justification.

23. Dans les affaires soulevant des questions répétitives qui sont traitées de manière simplifiée conformément à la jurisprudence pertinente et bien établie de la Cour, les requérants peuvent être dispensés de l'obligation de présenter une demande de satisfaction équitable séparée. Dans ce cas, les parties sont clairement informées dans la lettre de communication que l'indemnité qui serait accordée à ce titre sera basée sur les montants pertinents dans l'affaire de référence ou sur une proposition de règlement amiable, ou alors la Cour peut décider que le constat d'une violation vaut en lui-même satisfaction équitable. Il est rappelé que ce n'est pas en répétant les mêmes conclusions et en accordant des sommes individualisées et relativement importantes dans un grand nombre d'affaires que la Cour s'acquitte forcément au mieux de sa tâche, qui consiste selon l'article 19 de la Convention à « assurer le respect des engagements résultant pour les Hautes Parties contractantes de la (...) Convention et ses Protocoles ».

24. Les requérants sont invités à indiquer dans quel compte bancaire ils souhaitent que les sommes attribuées soient versées. S'ils souhaitent que certains montants, par exemple ceux alloués pour leurs frais et dépens, soient réglés séparément, par exemple directement sur le compte bancaire de leur représentant, ils doivent le préciser. Lorsque la demande est introduite par plusieurs requérants, ceux-ci doivent également signaler s'ils veulent que la somme leur soit versée conjointement ou séparément. En principe, la Cour attribue la somme conjointement aux membres d'un même foyer.

IV. Forme des réparations octroyées par la Cour

25. Une somme peut être accordée au titre de la satisfaction équitable aux victimes des violations constatées, y compris aux victimes indirectes ou à des personnes morales. La Cour peut ordonner que la somme soit mise sous dépôt fiduciaire pour les requérants qui, pour une raison quelconque, ne pourraient pas la recevoir à la date du règlement.

26. La réparation éventuellement accordée par la Cour revêt d'ordinaire la forme d'une somme d'argent à verser par la Partie contractante défenderesse à la victime ou aux victimes des violations constatées. L'indemnité que le requérant peut se voir allouer par la Cour au titre de l'article 41 de la Convention est en principe exprimée en euros (EUR, €), indépendamment de la monnaie dans laquelle il exprime ses prétentions. Si le requérant doit percevoir son indemnité dans une monnaie autre que l'euro, la Cour ordonne que les sommes exprimées en euros soient converties dans cette autre monnaie, au taux de change applicable à la date du versement. Lorsqu'il présente ses prétentions, le requérant doit, le cas échéant, envisager ce qu'implique cette politique compte tenu des effets qu'aura la conversion en euros de sommes exprimées dans une monnaie différente ou la conversion de sommes exprimées en euros dans une monnaie différente.

27. La Cour fixe, de son propre chef, un délai pour le versement éventuel à opérer ; ce délai est d'habitude de trois mois à compter de la date à laquelle l'arrêt devient définitif et exécutoire. Elle ordonne aussi le paiement d'intérêts moratoires simples en cas de versement intervenant après échéance du délai ainsi fixé. Elle fixe d'ordinaire le taux de ces intérêts à un niveau égal à celui du taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne pour la période comprise entre la date d'expiration du délai fixé jusqu'au versement de l'indemnité allouée, augmenté de trois points de pourcentage.

V. Force obligatoire et exécution des arrêts

28. Les arrêts de la Cour sont essentiellement déclaratoires par nature. En principe, c'est au premier chef à l'État en cause qu'il appartient de choisir, sous la surveillance du Comité des Ministres, les moyens à utiliser dans son ordre juridique interne pour s'acquitter de son obligation au regard de l'article 46 de la Convention, pour autant que ces moyens soient compatibles avec les conclusions et l'esprit de l'arrêt de la Cour. Concrètement, cela signifie que ce n'est que dans certaines circonstances particulières que la Cour juge utile d'indiquer à un Etat défendeur le type de mesures qui pourraient être prises pour mettre fin à la situation à l'origine du constat de violation, autres que le versement de sommes d'argent au titre de la satisfaction équitable sur le terrain de l'article 41. Le plus souvent, c'est ce qui se produit dans les arrêts traitant de problèmes systémiques, en particulier les arrêts pilotes.

29. Toute question se rapportant au respect ou non par le gouvernement défendeur de ses obligations telles qu'énoncées dans l'arrêt définitif est examinée par le Comité des Ministres et, le cas échéant, par la Cour elle-même (article 46 §§ 3-5 de la Convention).